

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2016)
Heft: 6

Artikel: La défense européenne
Autor: Vautravers, Alexandre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-781480>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Un colloque a été organisé sur le thème de l'avenir de la défense européenne par le groupe Participation & Progrès, le 14 novembre 2016 au Sénat, à Paris. Photos © Auteur.

International

La défense européenne

Lt col EMG Alexandre Vautravers

Rédacteur en chef, RMS+

La question de la défense territoriale ou nationale refait surface depuis quelques années. Certains Etats européens l'ont abandonné faute de menace conventionnelle immédiate. D'autres ont considéré que l'arme nucléaire, ou qu'une alliance stratégique avec des puissances disposant de telles armes, leur permettrait de s'affranchir d'une défense coûteuse. D'autres enfin ont dévié la notion de sécurité nationale pour mettre l'accent sur la sécurité humaine ou le maintien de la paix – créneaux plus porteurs auprès de l'électorat.

Aujourd'hui cependant, l'Union européenne ne peut plus ignorer ce débat. La demande des pays de l'Est vis-à-vis de mécanismes et de moyens de sécurité est évidente. La menace qui pèse sur certains d'entre eux, victimes d'attaques cyber ou de provocations russes, est démontrée. La question de la redondance entre UE et OTAN doit à nouveau être mise sur le tapis.

Ces discussions ont lieu dans le contexte de la fin peu glorieuse des opérations de l'OTAN en Afghanistan; le contournement de l'alliance lors de l'intervention en Libye; la question épineuse de la Turquie et évidemment les conflits latents ou chauds en Ukraine et en Syrie. A cela s'ajoutent les soucis liés au « Brexit » et l'influence du nouveau président américain sur et au sein de l'OTAN.

Le 14 novembre, un colloque a été organisé au Sénat français par Pierre Pascallon. Son but était de présenter les alternatives à la construction européenne – en panne après 16 élargissements en 18 ans – et les conséquences sur la sécurité et la défense européennes.

Thierry Garcin a présenté les difficultés de la construction européenne, qui a toujours dû faire face à des « poussées fédéralistes. » Pour lui, l'extension de la Communauté économique européenne (CEE) à la Grande Bretagne est dû avant tout à la volonté de Paris pour faire contrepoids à Bonn / Berlin. Avec l'échec du Traité de Lisbonne, nous assistons à « une Europe de plus en plus à la carte. »

L'UE fait face aujourd'hui à cinq processus de fragmentation: (1) divergences franco-allemandes sur de grands dossiers économiques à l'origine; (2) régionalismes et indépendantismes; (3) BREXIT « très mauvaise affaire pour la France; » (4) violations de l'Etat de droit, déficit démocratique, mutisme/silence; (5) Ukraine 2014, bellicisme des Etats d'Europe centrale contre la Russie.

Pour Sylvie Matelly, le traité de libre-échange atlantique (TTIP) « était bien amoché avant l'arrivée de M. Trump. Aujourd'hui, il est congelé. » Et on sait que ce n'est pas bon de dégeler et de recongeler. Le commerce international continue de croître, mais cette croissance s'affaiblit depuis 4 ans; ce ralentissement économique et de la globalisation ne sera pas sans conséquences pour les intérêts et la géopolitique des Etats.

Olivier Kempf, auteur d'un récent ouvrage sur l'OTAN, a présenté les résultats du sommet ministériel de Varsovie. Ce sommet s'est déroulé dans un contexte de grandes tensions Est-Ouest mais également marqué par les frictions politiques entre les Etats de Visegrad et le reste des membres de l'Alliance. Au final, le résultat est très mesuré: la plupart des mesures annoncées avaient déjà été décidées en 2014 au sommet de Galles, à l'instar de la création d'une Very High Readiness Joint Task Force – VJTF de 4 bataillons. Un cabinet OTAN-Russie a été rouvert. Et la Russie s'est bien gardée de « faire du bruit » pendant ou après le sommet.

En revanche, l'élection de Donald Trump à la présidence américaine ne laisse personne indifférent. La plupart des intervenants admettent qu'aucun changement notable de la politique étrangère américaine n'est perceptible. En revanche, dès aujourd'hui les négociations avec le gouvernement seront plus difficiles: pour la Russie, mais également pour les alliés européens. Ainsi après avoir insisté pendant quinze ans sur le « partage du fardeau » *burden sharing* il est vraisemblable que les Européens



Thierry Garcin et Olivier Kempf, peu après leur intervention.

devront désormais passer à la caisse pour leur sécurité.

Eric Pourcel a présenté la situation au sein de l'OTAN à l'image de la Ligue de Délos, dans laquelle Athènes –à l'origine un partenaire– est devenu un hégémon, à partir du moment où les cités alliées ont progressivement remplacé leurs contingents par le paiement de tributs. De même, les relations dans l'OTAN sont devenues très déséquilibrées. Les USA utilisent désormais l'alliance pour influencer leurs partenaires.

Pour l'amiral Dufourq, sans puissance militaire, les Européens n'ont pas de chance d'être entendus sur le plan international: ils ne sont bons qu'à payer de l'aide au développement et des interventions militaires américaines.

Actuellement, l'UE est engagée dans 17 opérations à l'étranger, dont 11 opérations militaires, totalisant plus de 3'000 militaires. Pour Emmanuel Dupuy, président de l'Institut de Prospective et de la Sécurité en Europe (IPSE), plusieurs ruptures stratégiques ont eu lieu depuis 2001 et l'écart se creuse entre les volontés politiques et la conscience de l'opinion, d'une part, avec les menaces réelles et les moyens dérisoires, d'autre part.

En trois mots

L'UE fait l'objet de profondes critiques et la construction européenne durablement stoppée. Un processus de régionalisation/fragmentation est en cours. Le Brexit fragilise la position de la France à l'intérieur de l'UE. L'idée du déclin est perceptible. La faiblesse économique de la France vis-à-vis de l'Allemagne la contraint à augmenter ses efforts de défense.

Il faut s'attendre à ce que les négociations économiques mais également diplomatiques deviennent plus dures entre les USA et ses partenaires, tout comme avec la Russie.

Enfin dans la politique française, des relents de gaullisme et de nationalisme sont perceptibles. Et l'on décèle l'espoir de trouver un « homme providentiel. » Les parallèles avec la situation et l'élection présidentielle des USA sont évidents.

A+V